

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 13/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS

22, rue des Sauzes
63170 Aubière

Références : 20230307-RAP-63-0314-INS_TSC_OCP_2023_suivi
Code AIOT : 0016300113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS implanté 22, rue des Sauzes 63170 Aubière. L'inspection a été annoncée le 24/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur la vérification des conditions de stockages et le suivi des produits chimiques de plusieurs établissements industriels.

Elle cible également le calcul des garanties financières et la mise à jour des valeurs limites de rejets des effluents liquides.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS
- 22, rue des Sauzes 63170 Aubière
- Code AIOT : 0016300113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis juillet 2017, la société TSC a repris l'entreprise REC, victime d'un incendie le 20 janvier 2017. L'activité principale de l'entreprise est le traitement de surface de pièces métalliques à façon. Le niveau d'activité reste inférieur aux niveaux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 18/09/2014

(volume de bain autorisés 59,7 m³). Aujourd'hui, le volume des bains exploités est évalué à environ 20 m³.

Les activités sont concentrées sur la partie saine du bâtiment dans l'attente de la réhabilitation de la partie qui a brûlé. L'exploitant indique que cette réhabilitation est notamment suspendue à la prise en charge par les assurances suite au sinistre, dont la procédure de dédommagement est toujours en cours.

La société TSC bénéficie d'un plan de redressement depuis le 28/11/2019 sur 8 ans.
TSC est locataire du bâtiment dont le propriétaire est la SCI des Rosiers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la finalisation de l'AP complémentaire permettant de mettre à jour :
 - les garanties financières,
 - le suivi des rejets aqueux "post-RSDE",
 - l'éventuelle nouvelle convention de rejets,
 - le reclassement SEVESO3,
- l'avenir du site par rapport au foncier / nettoyage / reconstruction;
- le stockage des produits chimiques (quantité / compatibilité / rétentions...) et l'élimination de ceux qui ne sont plus utiles;
- point relatif aux produits chimiques suivants (fiches de données de sécurité (FDS), conditions de stockage) : alodine, acide phosphorique, javel, cyanure de sodium.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les activités du site sont séparées de la zone sinistrée par une cloison en bardage métallique. L'exploitant envisage une dépollution, remise en état et reconstruction des lignes de traitement de surface sur la zone sinistrée dès que les difficultés administrative, judiciaire et financière seront réglées et idéalement d'ici fin 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 9.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Outre les sujets importants de la remise en état et de la sécurisation de la partie sinistrée, les points nécessitant une action corrective rapide sont les suivants :

- la finalisation des rétentions des produits chimiques dans le nouveau local : volume et étanchéité à assurer,
- la séparation physique des produits incompatibles associés actuellement à une même rétention,
- la sécurisation des stocks de produits très toxiques (mise en place d'une serrure fermant à clé),
- la reprise des contrôles réglementaires des rejets aqueux et leur transmission régulière,
- la mise à jour des fiches de données sécurité (FDS) et des consignes associées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les emballages apparaissent globalement conformes, sauf pour les produits anciens, voir ci-dessous.
Observations : TSC utilise encore de l'Alodine 1200 S (acide chromique solide) à très faible volume. Le contenant commercial de 10 kg est ancien (date limite « best before » 01/10/2016) et les pictogrammes de danger ne sont pas conformes à CLP. TSC indique qu'un seul de ses clients demande ce produit et que son utilisation ne sera pas renouvelée. Le sous-pesage confirme la présence d'une faible quantité résiduelle. Un bidon d'ALUCON NC « Enthone » UN 1824 (hydroxyde de sodium en solution) est également muni d'une étiquette ancienne, non conforme à CLP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : Les FDS fournies (Alodine 1200 S ; acide phosphorique ; Javel ; Cyanure de sodium) datent toutes d'avant 2020 et sont donc obsolètes.</p> <p>L'exploitant indique qu'il y a rarement des commandes de produits chimiques et notamment : - le cyanure de sodium n'est plus utilisé sur le site, il est remplacé par le cyanure de potassium. - l'Alodine 1200 S ne sera pas renouvelé (fourniture d'un seul client qui demande du Chrome 6).</p> <p>=> L'exploitant doit s'assurer qu'il dispose de FDS valides postérieures à 2020 pour les produits qu'il commande (vu pour le Surtec 650).</p> <p>L'IIC a constaté la présence d'un fût de cyanure de potassium (sous forme solide), dont les propriétés sont similaires à celles du cyanure de sodium, dans le nouveau local de stockage des produits chimiques. Seules les personnes habilitées, dont notamment le responsable de production, sont autorisées à manipuler ce produit. Des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée des locaux et dans les vestiaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p> <p>Constats : Les produits nécessitant un contrôle de la température sont stockés dans le nouveau local de produits chimiques équipé d'une étagère en structure métallique et planches de bois. Les produits liquides sont conditionnés en bidons de 25 litres ou en sauts de 20 à 25 kg. Une rétention commune est en cours de confection par des poutres au sol, mais elle n'est actuellement pas étanche et pas suffisamment dimensionnée.</p> <p>=> Cette rétention est à terminer (résine étanche) et à rehausser pour atteindre la capacité totale des produits liquides en récipient mobile.</p> <p>Un local grillagé extérieur, sous clé, est dédié au stockage des « produits acides » ne craignant pas le froid. Une rétention maçonnée et rendue étanche par résine collecte l'ensemble des éventuels déversements. Les produits liquides sont conditionnés en bidons de 25 litres / 22 kg, voire 37 kg pour la Javel et l'acide phosphorique. La rétention apparaît suffisamment dimensionnée (volume > 800 litres).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Les rétentions sont à l'abri des intempéries et ne sont pas équipées de dispositif d'obturation / vidange. Comme indiqué plus haut, le local intérieur doit être revu pour rendre ses rétentions étanches. La rétention des produits acides située à l'extérieur était bien vide le jour de la visite. Les bouches d'eaux pluviales situées à proximité de l'aire de déchargement ont été repérées et doivent être obturées et/ou protégées lors des livraisons de produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : Le site n'est pas équipé de réservoir de produits purs, uniquement de cuves de traitement de surface.</p> <p>Le cyanure de potassium est stocké dans un fût en métal, sur une rétention à part, sans contact direct avec le sol, dans un local chauffé.</p> <p>En revanche, le local n'était pas verrouillé, la serrure n'ayant pas encore été installée.</p> <p>L'Alodine 1200S est stocké sur l'étagère la plus haute, à côté de produits non-classés inflammables, non acides. L'étagère en bois pose question en cas de déversement d'Alodine 1200S dans la mesure où ce produit peut causer une inflammation spontanée des matières combustibles.</p> <p>La rétention de l'étagère du local interne peut potentiellement recevoir des produits acides (acide fluorhydrique, surfacoat MN2) et des produits basiques (soude notamment) : ce qui n'est pas conforme et source potentielle d'accident.</p> <p>=> une séparation physique des rétentions acides et basiques est attendue. => l'absence de proximité entre produits incompatibles, doit être vérifiée, de manière générale.</p> <p>L'exploitant indique qu'il va réaliser une étagère avec rétention pour les produits acides et une autre pour les produits basiques.</p> <p>Dans le « local acide » à l'extérieur les acides nitrique, sulfurique, chlorhydrique et phosphorique partagent la même rétention que la Javel, ce qui n'est pas conforme aux règles de stockage des produits incompatibles.</p> <p>De même, l'acide phosphorique, stocké en extérieur, n'est pas protégé contre le gel, contrairement à ce qu'impose sa FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant est capable de fournir un état des stocks. Il est cependant demandé de rendre cet état des stocks utilisable par les services de secours en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission R1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température : < 30°C• pH : compris entre 6,5 et 9
Constats : Quelques dépassements ponctuels en pH (entre 9 et 10,5) ont été relevés en février, mai, septembre et novembre 2021 et, entre 6 et 6,5 en janvier 2021. Ils ne se sont pas reproduits par la suite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission R1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires vers le réseau public d'assainissement les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Voir tableau dans l'AP
Constats : L'exploitant a signalé via l'application GIDAF quelques dépassements mineurs en concentration de zinc en 2022. Mai 2022 : Dépassement valeur limite Zn en rejets (3210 µg/l pour une VLE de 3000 µg/l, flux de 29,5g/j) Août 2022 : Dépassement de la valeur limite en zinc. (3050 µg/l, très proche de 3000 µg/l, flux de 34 g/j) « Maintenance des baignoires de zinc, malgré notre vigilance les entraînements liés aux rinçages des cuves ont généré un dépassement de la valeur analytique de mesure du zinc. » Aucun dépassement en flux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : DCO, MES, F, P, Hydrocarbures totaux à mesurer par Prélèvement 24 h à fréquence de mesure par un organisme extérieur Trimestrielle
Constats : Aucun résultat n'a été renseigné dans l'application GIDAF pour les paramètres "macro-polluants" : DCO, MES, F, P, Hydrocarbures totaux alors qu'ils sont à mesurer par prélèvement 24 h à fréquence de mesure trimestrielle par un organisme extérieur.
Observations : L'exploitant indique que les mesures ont été réalisées, au moins 2 fois dans l'année, mais les résultats n'ont pas été renseignés dans GIDAF. Ces mesures sont à transmettre par une autre voie à l'inspection des ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Paramètres : Acidité totale exprimée en H HF Cr total Cr VI CN- Alcalins, exprimés en OH Fréquence Annuelle
Constats : Les dispositifs de captage et de canalisation des rejets atmosphériques ne sont plus opérationnels et aucune mesure n'a été réalisée.
Observations : TSC a pour projet de remettre en état l'ensemble de son atelier de traitement de surface en 2023 et s'engage à mettre en conformité les différents dispositifs de rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

Annexe 1 – Suivi de l’inspection du 19 juillet 2021

Constat N°1 : Situation administrative

Le niveau d’activité reste inférieur aux niveaux autorisés dans l’arrêté préfectoral du 18/09/2014 (volume de bain autorisés 59,7 m³). Aujourd’hui, le volume des bains exploités est évalué à environ 20 m³.

Dans l’attente de la réhabilitation du bâtiment sinistré qui est notamment suspendue à la prise en charge par les assurances, l’exploitant souhaite conserver son AP d’autorisation (quantités et classement IED à la rubrique 3260) afin de pouvoir reprendre le niveau d’activité d’avant l’incendie.

Quelques modifications sont intervenues sur les chaînes de traitement (notamment chaîne 200 anciennement LUXFER).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l’exploitant avant l’échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d’observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 5 de l’AP du 18/09/2014	1 mois	Transmettre un courrier à M. le Préfet demandant le maintien de l’AP d’autorisation actuel avec le synoptique des chaînes de traitement exploitées.
Suivi 2023	Courrier du 23 novembre 2021 de l’exploitant émis en réponse à l’inspection demandant le maintien au régime de l’autorisation. Point soldé		

Constat N°2 : Contrôle des paramètres du calcul des garanties financières

Le détail des constats figure en annexe 2. En synthèse :

- des écarts sont constatés entre les paramètres contrôlés et ceux fixés lors du calcul des garanties financières ;
- **l’exploitant doit procéder à la mise à jour de son calcul :**
 - pour tenir compte des modifications apportées au site conformément aux dispositions de l’article 6 de l’AM du 31/05/2012,
 - pour intégrer l’ensemble des produits dans les bains, produits entreposés et déchets qui sont présents y compris ceux utilisés dans la station d’épuration (réactifs + eaux de rinçage), ceux stockés dans la mezzanine et dans la zone d’entreposage des déchets.
 - pour tenir compte du retour d’expérience de l’incendie en intégrant les coûts de pompage des produits (non considérés dans le calcul) et en réajustant les coûts de transport et d’élimination,
 - pour actualiser les coûts liés au gardiennage du site.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l’exploitant avant l’échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d’observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Arrêté ministériel du 31/05/2012	1 mois	Procéder à la mise à jour de l’évaluation des garanties financières « mise en sécurité » tenant compte des observations de l’inspection figurant dans l’annexe 2 et du constat n°5 ci-dessous.

Suivi 2023	<p>Courrier du 23 novembre 2021 de l'exploitant émis en réponse à l'inspection : Reprise du calcul avec :</p> <ul style="list-style-type: none">- les produits issus des stocks REC périmé (ces derniers ont fait l'objet d'une évacuation par CHIMIREC le 23/02/23 avec enregistrement dans Trackdéchets),- les formulations de produits prêts à l'emploi et stockés dans le local intérieur,- les réactifs et les boues de la station de dépollution,- la mise à jour des bains de traitement (19,965 m³ considérés au 14/11/22),- les coûts de pompage des produits contenus dans les bains et dans la station de traitement, <p>Lors de la visite, l'IIC a pu constater l'évacuation de plusieurs conteneurs de déchets. Il ne reste notamment qu'un seul GRV de bain usagé stocké à côté du local produits acides qui doit être traité par l'exploitant petit à petit dans la station.</p> <p>L'inspection des ICPE prend en compte les derniers ajustements pour proposer au préfet un arrêté préfectoral modificatif.</p>		
<p>Constat N°4 : Partie sud du bâtiment sinistrée (mise en sécurité) L'incendie du 20 janvier 2017 ayant ravagé la moitié du bâtiment (sa partie sud), la société REC a fait vidanger et évacuer tous les produit/déchets contenus dans les bains et divers stockages. Le jour de la visite, 1 container de 1 m³ de chrome III est encore présent, l'exploitant précise qu'il va le passer petit à petit dans sa station de traitement des eaux à l'instar des 4 autres containers similaires qui ont déjà été traités en interne.</p> <p>Le jour de la visite, la partie incendiée est fortement dégradée (cf photos ci-dessous) :</p> <ul style="list-style-type: none">- une partie de la toiture (contenant de l'amiante) est tombée et le restant menace de s'effondrer,- beaucoup d'équipements encomrent le sol (anciens bacs de traitement, poutres métalliques, caillebotis, fûts plastiques, etc.) ou encore suspendus (câbles, gaines d'aspiration). <p>Bien que la consigne ait été donnée au personnel de ne pas pénétrer dans cette partie, celle-ci reste accessible depuis la partie de l'usine où se déroulent actuellement les activités (maintenance de la STER, sur les systèmes d'aspiration et chauffage). L'exploitant ajoute que le sous-sol (non vu pendant l'inspection) a également été impacté par l'incendie.</p> <p>L'inspection considère que la partie sud du bâtiment sinistrée n'est aujourd'hui pas mise en sécurité et qu'elle présente des risques pour les personnes et l'environnement autour, lequel est constitué de bâtiments industriels et commerciaux (notamment un magasin de meubles jouxte le bâtiment au sud).</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article R.512-39-1	1 mois	Transmettre un plan d'actions et le calendrier associé pour la remise en état de la partie sud du bâtiment sinistré.
Suivi 2023	<p>Courrier du 23 novembre 2021 de l'exploitant émis en réponse à l'inspection. Attente du jugement au tribunal pour savoir quels fonds seront disponibles pour l'opération de mise en sécurité.</p> <p>Le propriétaire a encore des difficultés à faire valoir ses droits auprès du tribunal, mais s'engage, dès 2023, à dépolluer et à remettre en état le bâtiment en vue d'une reconstruction de l'atelier de traitement de surface dans les normes actuelles.</p> <p>Par ailleurs, la visite de terrain a mis en évidence, outre les débris de l'incendie et les constats de non mise en sécurité établis précédemment, la présence, dans</p>		

	la partie sinistrée: - de stockage de cuves vides en attente d'installation, - d'une centaine de pneumatiques appartenant à des particuliers. => Ces pneus doivent être évacués dans les meilleurs délais dans la mesure où ils représentent un potentiel calorifique non négligeable.
--	---

Constat N°3 : Partie sud du bâtiment sinistrée (garanties financières)

Le jugement du Tribunal de commerce du 5 juillet 2017 a ordonné la cession de l'entreprise REC au profit de la société TSC avec une date de prise de jouissance fixée au 7 juillet 2017. Ce jugement concerne l'ensemble du bâtiment et indique que le repreneur sépare les locaux en 2 parties, la partie exploitable immédiatement avec l'installation de 4 lignes de traitement et l'autre sinistrée, avec la volonté de la rénover puis de l'exploiter à nouveau. Le jugement mentionne également que le repreneur devra assumer la charge de la dépollution du site.

Par conséquent, la partie sud du bâtiment sinistrée doit être prise en compte dans l'évaluation du montant des garanties financières « mise en sécurité ».

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article R.516-2 IV 5° du code de l'environnement	1 mois	Inclure la partie sud du bâtiment sinistrée dans la mise à jour de l'évaluation du montant des garanties financières, requise au constat n°2 ci-dessus.
Suivi 2023	Courrier du 23 novembre 2021 de l'exploitant émis en réponse à l'inspection : Le chiffrage de sécurisation a été estimé à 253 k€, mais concernerait REC et pas TSC. L'IIC n'est pas d'accord sur ce dernier point au vu des décisions du tribunal de commerce. TSC a tout de même inclu dans le calcul de ses garanties financières le curage du bâtiment et l'évacuation de son contenu (cuves incendiées vides, gravats, déferraillage charpente pour une somme égale à 21060 € TTC. L'IIC proposera au préfet dans un rapport spécifique le montant à garantir au vu des estimations fournies et de ses calculs de vérification.		